

Mairie de Malataverne

Drôme

Extrait

Du registre des délibérations de la séance du Conseil Municipal

Du jeudi 03 septembre 2020 à 18h30

L'an deux mille vingt, le jeudi 03 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Malataverne s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Véronique ALLIEZ, maire.

Nombre de conseillers en exercice : 19

Présents : 14

Procurations : 4

Absents excusés : 1 ; absents non excusés : 0

Date de la convocation : le 28 août 2020

Présents : ALLIEZ Véronique, CHARMASSON Laurence, JAILLON Marion, BEY Pierre, MAGNAC Virginie, PUEL Jean-Marie, BRESSON Bernard, PINEL Francette, PASTOUREL Hélène, ROUVEURE Pascal, DURAND-ESPIC David, COURBIERE Samuel, SECARD Marie, Laurent DELAHAYE

Procurations : BOURRET Thierry à ALLIEZ Véronique, Laurence MANFREDI à David DURAND-ESPIC, DECHILLY Emilie à SECARD Marie, GLAUDIO Archange à Laurent DELAHAYE,

Absents excusés : Nadège MAUPOINT

Absents non excusés : -

Secrétaire de séance : SECARD Marie

1-20-080- ENGAGEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 300-6 DU CODE DE L'URBANISME :

Rapporteur : le maire, Véronique ALLIEZ

1 – Rappel du contexte

Le SYPP est un syndicat mixte regroupant les 108 communes et 171 190 habitants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale du Sud Drôme-Ardèche et du Nord Vaucluse.

Le syndicat mixte est compétent en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et apporte sur son territoire des solutions durables et respectueuses de notre environnement à la problématique de la valorisation des déchets.

Le syndicat a souhaité se doter d'un outil industriel performant pour la valorisation de ses déchets sur son territoire.

Le SYPP a donc mené un projet de contrat de concession de service pour la construction, l'exploitation et la maintenance d'un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés. COVERED a été attributaire de ce marché.

2- Les enjeux et objectifs poursuivis

La construction et l'exploitation d'une usine de valorisation des ordures ménagères et des encombrants en limite Sud de la commune de Malataverne doit permettre la réduction des déchets à enfouir grâce à des procédés :

- D'extraction des matériaux recyclables ;
- D'extraction des déchets combustibles ;
- De traitement de la fraction fermentescible des OMR (ordures ménagères résiduelles)

3- Évolution requise du document d'urbanisme pour permettre l'implantation d'une unité de valorisation des déchets - contexte réglementaire

Afin de permettre la réalisation du projet d'aménagement susvisé, la commune de Malataverne doit faire évoluer son Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par une délibération du 10 septembre 2012, notamment sur le secteur Ui située au Sud de la commune.

Selon l'article L.300-6 du code de l'urbanisme :

« (..) les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction ».

En application de ces dispositions, la déclaration de projet permet à la personne publique qui est à l'origine (ou qui est saisie par une personne privée porteuse du projet) d'une action ou d'une opération d'aménagement ou d'un programme de construction de se prononcer sur son caractère d'intérêt général et de faire évoluer le PLU pour permettre la réalisation dudit projet, autrement dit d'assortir la déclaration de projet d'une mise en comptabilité du PLU selon la procédure décrite à l'article L.153-54 du code de l'urbanisme.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale.

4- Détail de la procédure de déclaration de projet

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, encadrée par le code de l'urbanisme et par le code de l'environnement, sera composée des étapes suivantes :

- Délibération du conseil municipal initiant la procédure de déclaration de projet ;
- Arrêté du Maire prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
- Réalisation d'une évaluation environnementale
- Réalisation d'un dossier de déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU ;
- Constitution du dossier d'enquête publique ;
- Transmission du projet aux personnes publiques associées et à l'Autorité environnementale ;
- Examen conjoint du dossier avec les personnes publiques associées mené par le Maire ;
- Enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU ;
- Délibération du conseil municipal approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour permettre la réalisation du projet visé.

5- Déclaration d'intention

Il est précisé que la présente délibération vaut déclaration d'intention, en application des dispositions des articles L. 121-18 et R. 121-25 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L.121-18 du code de l'environnement, il est précisé que la mise en compatibilité du PLU de Malataverne en vue de la réalisation du projet d'une unité de valorisation des déchets, dont les motivations et raisons d'être ont été rappelées :

- Portera sur le seul territoire de Malataverne ;
- Devrait engendrer des incidences potentielles limitées sur l'environnement, compte tenu de l'état actuel du site (zone de dépôt de matériaux) qui n'accueille pas de végétation représentant une qualité environnementale particulière. L'évaluation environnementale permettra de confirmer ou de nuancer ce constat.

En conséquence, le maire propose au conseil municipal d'adopter le projet de délibération suivant :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 et suivants ; R. 122-19 ; L. 121-17-1 à L. 121-19 et R. 121-25 à R. 121-27 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-6, les articles L.153-54 à L.153-59 ainsi que les articles R.153-15 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que le projet d'implantation d'une unité de valorisation des déchets revêt un caractère d'utilité publique en ce qu'il présente un moyen de diminuer les déchets à enfouir,

CONSIDERANT que le projet d'une unité de valorisation des déchets nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour les raisons suivantes :

- Marges de reculs des constructions de long de l'A7 et de la RN7 trop importantes qui empêchent la construction de bâtiments de tailles importantes. Il convient de les réduire.
- Emplacement réservé n°7 positionné sur le site. Celui-ci est à supprimer (cf. délibération n° 1-20-079 du 03 septembre 2020).
- Problématique sur l'interprétation du calcul de la hauteur de la hauteur des bâtiments, le terrain naturel ayant été remanié plusieurs fois. La hauteur maximale des bâtiments devra être augmentée.
- Retrait des constructions importants le long des voies et emprises publiques, ce qui empêche la construction de certains locaux techniques (poubelles, vélos...). Des implantations différentes devront être autorisées pour certaines petites constructions.

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de procéder à la mise en œuvre de modalités de concertation ;

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée de 1 mois en mairie, conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que l'ensemble des membres du Conseil Municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

A L'UNANIMITE,

AUTORISE le maire ou son représentant à prescrire une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

INDIQUE que conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Fait à Malataverne, le 04 septembre 2020

Le Maire,
Véronique ALLIEZ.



Délibération affichée le : 8 septembre 2020